

Impact des politiques Budgétaire et Monétaire sur la croissance Economique en RDC de 1960 A 2020

Impact of Fiscal and Monetary Policies on Economic Growth in the DRC from 1960 to 2020

MOTO KOSARADE Joseph

Docteur en Economie et Développement

Université Catholique du Congo

République Démocratique du Congo

Laboratoire de l'Observatoire de la Francophonie Economique de l'Université de Montréal

josephmoto10@gmail.com

SUMATA MOTUKULA Claude

Professeur Ordinaire

Université Catholique du Congo

République Démocratique du Congo

Laboratoire de l'Observatoire de la Francophonie Economique de l'Université de Montréal

clausum05@yahoo.fr

Date de soumission : 24/01/2022

Date d'acceptation : 16/06/2022

Pour citer cet article :

MOTO KOSARADE, J & SUMATA MOTUKULA.C. (2022) « Impact des politiques Budgétaire et Monétaire sur la croissance Economique en RDC de 1960 A 2020 », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 3 : Numéro 6 » pp : 711 – 734.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Ce travail analyse l'impact des politiques monétaires et budgétaires sur la croissance économique en RDC, en se basant sur une méthode d'extraction de la production intérieur brut, de l'inflation, des variables monétaires et budgétaires, une causalité à la Granger et une méthodologie VAR structurel.

Il ressort de l'analyse des réponses impulsionnelles que les délais de transmission des chocs entre les variables sont très courts et que l'activité économique est très élastique aux fluctuations des variables monétaire et budgétaire.

Les résultats de d'analyse de la causalité à la Granger révèlent le caractère exogène des politiques monétaire et budgétaire. Ainsi, l'absence de relation de cointégration justifie que les effets réels des politiques monétaire et budgétaire sur la croissance économique demeurent soumis à des sources d'incertitude liées aux chocs imprévisibles émanant de l'extérieur du fait de la faiblesse des stabilisateurs automatiques. L'analyse des données, nous montrent que le taux de croissance du PIB réel a connu des nombreuses fluctuations conjoncturelles, dont l'amplitude varie à travers le temps. On peut distinguer cinq sous périodes : il s'agit de la période allant de 1960 à 1973, de 1974 à 1982, de 1983 à 1988, de 1989 à 2001 et de 2002 à 2020.

Mots clés : « Politique budgétaire ; politique monétaire ; Croissance économique ; modèle SVAR ; causalité de Granger.

Abstract

This work analyzes the impact of monetary and budgetary policies on economic growth in the DRC, based on a method of extracting gross domestic production, inflation, monetary and budgetary variables, Granger causality and a structural VAR methodology. It emerges from the analysis of the impulse responses that the transmission times of the shocks between the variables are very short and that the economic activity is very elastic to the fluctuations of the monetary and budgetary variables.

The results of Granger causality analysis reveal the exogenous nature of monetary and fiscal policies. Thus, the absence of a cointegration relationship justifies that the real effects of monetary and fiscal policies on economic growth remain subject to sources of uncertainty linked to unpredictable shocks emanating from outside due to the weakness of automatic stabilizers. The analysis of the data shows us that the growth rate of real GDP has experienced many cyclical fluctuations, the amplitude of which varies over time. Five sub-periods can be distinguished: this is the period from 1960 to 1973, from 1974 to 1982, from 1983 to 1988, from 1989 to 2001 and from 2002 to 2020.

Keywords : « Fiscal policy; monetary policy; economic growth; SVAR model; Granger causality.

Introduction

Les interactions entre la politique budgétaire et la politique monétaire émergent dès lors que le Gouvernement et la Banque centrale ciblent les mêmes objectifs et recourent à des instruments qui agissent sur l'économie à travers le même canal. En effet, d'un point de vue Keynésien, l'existence de distorsions et rigidités au sein de l'économie, de même que les imperfections qui peuvent s'accroître au sein du marché financier, contribuent significativement à renforcer le comportement ricardien des agents économiques. Dans pareil contexte, la politique budgétaire consolide son efficacité au niveau de la stimulation de la demande via le mécanisme du multiplicateur en augmentant les dépenses ou en agissant sur les recettes. Parallèlement, avec le renforcement de l'indépendance des Banques centrales et la sophistication des produits financiers, les variations du taux directeur peuvent influencer les conditions de financement des agents économiques, agir sur les anticipations à moyen terme et orienter la valeur de la monnaie locale dans un régime de change flexible. Les interrogations liées aux interactions se posent avec d'autant plus d'acuité quand les autorités publiques sont confrontées à des dilemmes de politiques économiques. Dans la mesure où les Gouvernements sont plus orientés vers la stabilisation du cycle de croissance et la création d'emploi, leurs efforts s'accroissent plus sur la stimulation de la production.

Du côté de la Banque centrale, avec l'abandon de l'arbitrage inflation-croissance, la stabilité des prix s'est imposée comme la principale mission des instituts d'émission. Par conséquent, la politique monétaire est recentrée sur le maintien du pouvoir d'achat des agents économiques et l'ancrage des anticipations. C'est ainsi que les travaux économiques concernant cette thématique se sont développés dans deux directions : la première concerne le « Policy mix » ou dosage optimale de la politique budgétaire et de la politique monétaire. Ces réflexions s'intéressent particulièrement au modèle que doivent adopter le Gouvernement et la Banque centrale en matière de politique économique dans le but de réaliser avec succès les objectifs qu'ils se sont fixés, accroître l'efficacité de leurs interventions et préserver ainsi leur crédibilité. Le deuxième courant, quant à lui, s'est attelé à décrire empiriquement les réactions de chaque autorité suite aux actions entreprises par l'autre. Dans la mesure où il serait extrêmement ardu de suggérer un modèle de collaboration ou de combinaison universellement optimale, l'étude du comportement des décideurs politiques permet de donner une idée sur le modèle effectivement adopté et de l'évaluer ainsi en fonction des résultats.

A L'instar des recherches théoriques, les travaux empiriques ont essayé de répondre à des questions relativement simples : (i) Quel est l'impact des politiques Budgétaires et monétaires

sur la croissance économique en RDC au cours de la période sous examens ? (ii) Est-ce un impact positif ou négatif ? (iii) La politique monétaire est-elle plus efficace que la politique budgétaire sur la croissance économique ?

Afin d'entamer notre recherche, il est nécessaire de prendre en compte les hypothèses suivantes :

- Une politique budgétaire expansionniste est propice pour la croissance nationale.
- la politique monétaire en RDC focalise sur la stabilité interne à travers le maintien du taux d'inflation.
- La stabilité de l'économie nationale doit beaucoup à l'interaction entre les politiques monétaires et budgétaires appliquées.

En effet, la confiance à l'égard des mécanismes du marché a longtemps dominé, jusqu'aux années trente où la longue durée de la crise de 1929 a semé les doutes sur ces mécanismes autorégulateurs à travers l'instauration des interventions publiques dans la sphère économique. Ainsi plusieurs plans de relance ont-ils été mis en œuvre dès la seconde guerre mondiale et même après la dernière crise de 2007 dans le but du soutien de la demande et la croissance. Pour pouvoir répondre à notre problématique et vérifier ses hypothèses, nous allons restructurer notre travail en deux points :

Ce travail est ainsi organisé en deux points. Le premier revient sur les débats théoriques entourant l'allocation des instruments de politique économique aux objectifs stratégiques et ses répercussions sur la nature des interactions qui peuvent découler des croisements de ces objectifs et instruments ainsi que de l'évolution des statuts et compétences des institutions ainsi que la présentation du modèle Structural vector autoregressive (SVAR) estimé pour évaluer l'impact des politiques budgétaires et la politique monétaire sur la croissance économique en RDC. Et Enfin, le dernier point discutera les simulations issues du modèle.

1. Revue de littérature théorique, Synthèse des études empiriques et Méthodologie et description des données

1.1.Revue de littérature théorique

Sur les plans théoriques, les modèles macro-économiques théoriques des interactions des politiques monétaires et budgétaires trouvent leur origine dans l'abondante littérature sur la politique monétaire et budgétaire, et plus précisément dans la littérature fondée sur les règles initiées par la littérature classique d'incohérence dynamique (voir notamment Barro et Gordon, 1983). Bien que l'analyse de la politique monétaire soit restée fermement favorable depuis la Seconde Guerre mondiale, l'analyse de la politique budgétaire a perdu la faveur de

l'optimisation keynésiennes des politiques anticycliques dans les années 1970 dans la mesure où une grande partie de la littérature monétaires considéré indifférente pour la réalisation de la stabilité des prix (Walsh, 2003).

Taylor (2000) donne un aperçu sur l'intérêt accru dans l'élaboration de politiques dans les modèles macro-économiques au cours des vingt années précédentes, décrivant ça par « la nouvelle macro-économie normative ». Cette nouvelle orientation met l'accent sur l'évaluation des différentes règles politiques dans le contexte d'un particulier, micro-fonde, le modèle de l'économie.

Leeper (1991), entre autres, a développé la théorie budgétaire du niveau des prix (FTPL), selon laquelle les régimes de la politique budgétaire sont optimaux étant donné le régime de la politique monétaire. Il introduit deux points essentiels : d'une part, la distinction entre politique active et politique passive, d'autre part, la mise en évidence de deux organisations stables des politiques économiques (politique budgétaire active et politique monétaire passive ou l'inverse). Leithe & Wren-Lewis (2000) ont défini un régime de politique monétaire actif qui satisfaire le principe de Taylor. Ils ont conclu que les politiques monétaire et budgétaire devraient être soit la stabilité active ou passive.

Dixit & Lambertini (2003), étendre Barro et Gordon (1983), considèrent que l'interaction entre politiques dans une conjuration ou l'autorité monétaire contrôle l'inflation. La source de conflit est que l'autorité budgétaire vise à augmenter la production et l'inflation. L'équilibre non coopératif de Nash possède à la fois une hausse de l'inflation et une baisse de la production. L'engagement par l'autorité monétaire n'est pas appropriées ni suffisantes si la politique budgétaire est active, mais, l'engagement budgétaire entendu entrainerait un meilleur résultat. Kirsanova et al. (2005) étendent les trois équations de politique monétaire à un modèle à cinq équations des politiques monétaire et budgétaire en ajoutant la contrainte budgétaire du gouvernement intertemporelle. Ils supposent qu'il y a un décalage d'une période de mise en œuvre de la politique budgétaire qui reflète les procédures législatives et politiques requises pour les modifications importantes de la politique budgétaire discrétionnaire, et un décalage d'une période d'effet de la politique monétaire, ce qui reflète le mécanisme de transmission. Kuttner (2002) doute si la politique budgétaire, compte tenu de ces retards, pourraient parvenir à une interaction avec la politique monétaire.

1.2.Synthèse des études empiriques

Sur le plan empirique, de nombreuses études ont tenté de tester les relations de causalité entre la politique monétaire et budgétaire avec l'activité économique. L'étude de **Friedman et Meiselman (1963)** a démontré que la croissance économique exprimée par la consommation, est influencée beaucoup plus par la politique monétaire que par la politique budgétaire. Ces résultats d'inspiration monétariste ont été corroborés par l'étude faite au sein de la Federal Reserve Bank de St Louis par **Anderson et Jordan (1968)** d'où le nom du modèle de St Louis à travers lequel, la variation de la dépense totale courante, est exprimée en fonction des variations de l'offre de monnaie et des dépenses publiques dans le but de tester l'efficacité relative des politiques budgétaires et monétaires sur l'activité économique.

Dans la même logique, les deux économistes **Mehta et Kiser (1993)** ont utilisé ce modèle et ont tiré les mêmes conclusions, **Carlson (1978)** a aussi testé l'efficacité des deux politiques conjoncturelles par rapport au taux de croissance aux Etats-Unis, en utilisant des données trimestrielles de dépenses publiques et d'offre de monnaie pour conclure que la politique monétaire est efficace en terme de croissance économique contrairement à la politique budgétaire.

Cependant, des études d'inspiration keynésienne ont contredit le résultat d'Anderson et Jordan comme l'étude de **Keran (1970)** sur huit pays industrialisés ainsi que l'étude de **Chowdhury (1986)** sur un échantillon de pays d'Amérique Latine, ainsi que l'étude **Ansari (1996)** appliquée en Inde, ont toutes prouvé l'efficacité de la politique budgétaire plus que la politique monétaire. Par ailleurs, l'étude de **Chowdhury (1988)** en appliquant l'équation de St Louis sur six pays Européens à savoir : la Belgique, le Danemark, l'Autriche, la Hollande, la Norvège et la Suède, a montré que l'effet de la politique budgétaire était positif en Belgique et en Hollande, la politique monétaire efficace en Danemark, Norvège et Suède, tandis que les résultats pour l'Autriche n'ont pas été satisfaisants.

L'étude de **Mona Kamal (2010)** sur les effets macroéconomiques des chocs de la politique budgétaire en Grande Bretagne démontrant l'efficacité progressive de cette politique sur la croissance dans le court terme, tout comme l'étude de **Antonio, Ricardo (2009)** sur quatre pays industrialisés et celle de **Roel, Massimo (2011)** sur les pays de l'Union Européen. L'étude de **Dali, Smida (2013)** sur l'interaction des politiques budgétaire et monétaire en Grèce où la politique monétaire a le rôle principal dans la stabilisation de la conjoncture notamment par le financement du déficit budgétaire et la gestion monétaire.

Concernant les études menées en Afrique, **Bynoe (1994)** en se basant sur un échantillon de cinq pays africains (Nigeria, Tanzanie, Gana, Kenya et Sierra Leone) a démontré que la politique budgétaire est efficace qu'au Nigeria, tandis que la politique monétaire est plus performante dans les quatre pays restants.

De même, **Guillaumont (1999)** qui démontre la non-efficacité des politiques macroéconomiques en Afrique du fait de la stagnation du produit par tête, en plus des deux études pour les pays de l'UEMOA comme celle de **Koné (2000)** démontrant l'impact positif des deux politiques sur la croissance, et celle de **Ndiaye** qui explique l'efficacité relative des deux politiques conjoncturelles par rapport aux chocs imprévisibles émanant de l'extérieur.

Cependant, ces types d'études n'ont pas été nombreux pour le cas de l'Algérie à l'exception de quelques travaux théoriques concernant la politique monétaire émanant des économistes comme Mr Abdelmadjid Bouzidi, Hocine Benissad et Mr Mohamed Leksassi à travers les rapports de la banque d'Algérie. Tandis que la politique budgétaire a fait l'objet de quelques études économétriques dont les plus importantes celle de **Chibi, Benbouziane et Chakouri (2010)** sur les effets macroéconomiques des chocs de la politique budgétaire en Algérie démontrant l'efficacité relative et insuffisante de cette dernière sur la croissance économique, l'étude de **Oughlissi et Kolli (2012)** qui a abouti relativement à la même conclusion que la précédente, et l'étude de **Driss, Betahar et Benbouziane (2014)** démontrant l'efficacité de la politique budgétaire sur le taux de change réel.

Melitz (1997, 2002) examine les interactions entre les politiques monétaire et budgétaire dans une régression groupée des données annuelles sur 19 pays de l'OCDE. Il constate d'abord que les politiques monétaire et budgétaire s'installent dans des directions opposées, tout comme des substituts, ensuite, que la politique budgétaire joue un rôle stabilisateur d'endettement faible. Les impôts se comportent dans un souci de stabilisation, mais déplacent les dépenses de manière déstabilisante.

Favero & Monacelli (2003) étudient les interactions des politiques en utilisant un modèle de Markov-switching vectoriel autorégressif (Krolzig, 1997), ils stipulent que bien que la politique budgétaire est soumise à un changement de régime déterminé de façon endogène et les changements de régime monétaire sont imposés de manière exogène. Ils constatent qu'aux Etats-Unis, seulement, entre 1987 et 2001 peuvent être décrits comme régime budgétaire passif. Ainsi, Woodford (1998) arme que depuis 1980 la passivité serait une bonne description, et Gali et Perotti, (2003) ont constaté une politique budgétaire de plus en plus passive durant cette

période, après avoir discuté des contributions marquantes à la politique monétaire et budgétaire et de leurs interactions.

Muscatelli & al. (2004) estiment un modèle néo-keynésien avec la méthode des moments généralisés (GMM) dans un système à multiples équations. Ils permettent à la politique budgétaire d'avoir deux instruments, la taxation et les dépenses, et de motiver les interactions des politiques d'abord par le caractère cyclique de chaque politique, et deuxièmement, par la direction des mouvements des chocs de la production.

Hughes-Hallett (2005) utilise des régressions individuelles par des variables instrumentales pour étudier les interactions entre les politiques monétaire et budgétaire au Royaume-Uni et la zone euro. Il constate que les politiques monétaires et budgétaires agissent comme des substituts au Royaume-Uni, mais se complètent dans la zone euro.

Kirsanova & al. (2006) étudient l'interaction entre les politiques budgétaire et monétaire quand elles stabilisent une économie unique contre des chocs dans un environnement dynamique. Ils supposent que les politiques budgétaire et monétaire stabilisent l'économie en provoquant des changements dans la demande globale.

J.Reade & J.Stehn (2008) appliquent la méthode VAR Cointégrés pour étudier l'interaction de la politique monétaire et budgétaire et son effet sur la durabilité des développements de la dette publique aux Etats-Unis en 1960-2005. Ils concluent que la politique budgétaire a assuré la durabilité de la dette à long terme en réagissant à l'augmentation de la dette d'une manière que la stabilisation de la réaction a été modérée. Toutefois, en fonction de leurs résultats, la politique budgétaire discrétionnaire n'a pas assuré un comportement anticyclique. En outre, la politique monétaire a suivi une règle de type Taylor et régularisée le déséquilibre à la fois à court et à long terme.

J.J.Reade & J.Sthe (2010) utilisent des méthodes de cointégration multivariée pour étudier les interactions des politiques monétaire et budgétaire en étudiant l'exemple des Etats-Unis depuis le début des années 1980. Ils constatent que l'élaboration de la politique monétaire est fortement prospective, et passive dans le sens où elle répond aux règles de politique. En revanche, la politique budgétaire se trouve à être active dans le sens où elle ne répond pas aux règles de la politique budgétaire. Ainsi, les interactions entre les deux sphères de politique semblent limitées de telle sorte qu'aucun instrument de politique n'entre dans la règle politique de l'autre sphère. Mais la politique monétaire qui est fortement passive agit en réaction aux mouvements de la politique fiscale. Par ailleurs, ils constatent que les deux politiques sont complémentaires,

puisque les deux politiques répondent dans le même sens pour relancer l'économie en période de ralentissement et pour la freiner en période de Boom.

Fragetta & kersanova (2010) étudient les régimes de leadership dans les interactions politiques monétaire et budgétaire dans trois pays, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et en Suède. Ils utilisent un modèle structurel d'équilibre général d'une économie ouverte et l'estiment en utilisant des méthodes bayésiennes. Ils supposent que les autorités peuvent agir de manière stratégique dans un jeu de politique non coopérative, et comparent les différents régimes de leadership. Ainsi, ils caractérisent les interactions monétaire et budgétaire dans les trois pays comme suit : dans chaque pays, les autorités monétaires et les autorités budgétaires utilisent leurs instruments avec un lissage substantiel, de plus il n'y a aucune preuve de stabilisation de la dette dans n'importe quel pays et enfin, le feedback est aussi faible pour maintenir l'économie stable, mais aucune preuve sur l'objectif de stabilisation de la dette n'a été obtenue.

Ainsi, notre modeste étude vient de compléter les travaux existants dans la mesure d'étudier les deux politiques conjoncturelles en RDC à la fois monétaire et budgétaire, et leur rôle dans l'amélioration de la croissance économique, et cela à travers une étude économétrique effectuée grâce au logiciel EVIEWS8.

1.3.Méthodologie et description des données

S'agissant de l'approche économétrique, nous avons fait recours au modèle VAR Structurel (SVAR) en utilisant le logiciel evIEWS. Cette approche économétrique s'oriente vers la simulation des chocs stochastiques de politiques budgétaire et de politiques monétaire afin d'analyser leur impact sur la croissance économique. L'objectif de cet article est d'examiner l'impact des politiques monétaires et budgétaires sur la croissance économique en RDC. Une attention particulière est accordée à deux questions clés. Premièrement, l'étude examine l'impact de la politique monétaire et budgétaire sur la croissance économique. Comprendre comment l'économie est affectée par la politique serait une information importante pour les décideurs afin de mieux formuler la politique. Deuxièmement, l'étude évalue l'importance relative de la politique monétaire et budgétaire dans la croissance économique en RDC.

En revanche, cet article invite à interpréter avec prudence l'autre instrument de la modélisation VAR Structurel, à savoir les simulations historiques. La raison essentielle est qu'il est difficile de distinguer l'effet des différents chocs qui agissent de façon décalée. Dans ce type de modèle la récession de 1993 semble s'expliquer par un choc persistant sur l'activité, assimilable à un choc d'offre. Nous présentons néanmoins une variante dans laquelle le repli de la production est plus nettement causé par des chocs de demande mesurant le ralentissement de l'activité chez

les principaux partenaires de la RDC. Toutefois dans ce cas les fonctions de réponse ont un profil légèrement moins significatif sur le plan statistique. La démarche adoptée se décline en trois sections. La première a consisté en une présentation théorique de modèle VAR structurel et la seconde s'est attelée à analyser à partir de modèle VAR structurel les interactions entre la politique budgétaire et monétaire.

1.3.1. Présentation de la modélisation var structurel

Ce point va se concentrer sur les aspects méthodologiques qui guideront toute la recherche. Le but de cet article est de discuter l'intérêt et les limites des techniques d'analyse économique fondées sur les modèles vectoriels autorégressifs (VAR) structurels. Ces derniers ont été introduits au milieu des années 80, en réponse aux critiques adressées à l'utilisation qui était faite des modèles VAR non-contraints pour analyser la propagation d'impulsions selon les principes préconisés par Sims (1980).

En effet les innovations canoniques, naturellement associées à un modèle VAR non-contraint, représentent des chocs ou impulsions dont la propagation se traduit par les fluctuations du système dynamique étudié. Cependant, l'analyse statistique correspondante n'est facile en mettre en œuvre que dans le seul cas où les impulsions sont non-corrélées instantanément, ce qui permet alors de mesurer simplement la contribution de chaque impulsion à la dynamique des différentes séries du système, et, plus précisément, à la variance des erreurs de prévision s'y rapportant. Si les chocs ne sont pas indépendants, on peut effectuer une orthogonalisation "statistique", comme l'ont montré les premiers travaux de Sims(1980), reposant sur la décomposition de Choleski de la variance des innovations canoniques.

Mais ce mode d'orthogonalisation présente l'inconvénient de ne pas autoriser une interprétation économique des impulsions ainsi obtenues. De nombreux auteurs, depuis Shapiro et Watson (1988) et Blanchard et Quah (1989) ont alors proposé d'identifier des impulsions structurelles, qui soient interprétables économiquement: chocs d'offre, de demande, de politique économique, etc. D'un point de vue économétrique, celles-ci sont estimées comme des fonctions des innovations canoniques du système, obéissant à des contraintes identifiants issues de la théorie économique.

Pour simplifier l'exposé, nous distinguerons plusieurs étapes dans la procédure d'estimation d'un modèle VAR structurel, mais il est important de souligner dès à présent que les résultats obtenus lors d'une étape peuvent remettre en question les choix effectués à une étape antérieure. Par ailleurs, nous nous efforcerons de montrer que l'estimation d'un modèle VAR structurel doit conjuguer, en permanence inférence et déduction et ne doit en aucun cas conduire à l'élaboration

d'une boîte noire qui masquerait les *a priori* économiques qui sont sans doute aussi importants, pour l'analyse, que les techniques statistiques mises en œuvre.

Lors d'une première étape, il s'agit de déterminer les séries qui doivent être observées pour identifier les impulsions structurelles responsables de la dynamique étudiée. Une question importante à ce stade concerne le degré de persistance de cette dynamique: quelles séries sont intégrées, éventuellement cointégrées, ou, au contraire, stationnaires autour d'une dérive déterministe.

Dans un deuxième temps, il faut expliciter l'*a priori* économique nécessaire à l'identification des impulsions structurelles et, conjointement, décrire la méthode statistique d'estimation de ces impulsions à partir des séries observées. La dernière étape consiste à étudier les réponses du système aux impulsions structurelles identifiées à l'étape précédente et à calculer en particulier les intervalles de confiance s'y rapportant.

C'est à cette étape là seulement que l'analyse économique peut être développée sur la base des résultats empiriques obtenus. L'exercice économétrique est réussi lorsque les chocs structurels sont bien identifiés, ainsi que leurs effets, qui doivent être significatifs et conformes à la théorie économique, pour permettre *in fine* de mesurer et d'anticiper les effets d'une politique économique.

Notre présentation de la méthodologie des modèles VAR "structurels" et des différentes étapes mentionnées ci-dessus s'appuie sur une analyse des effets des politiques budgétaires et monétaires sur la croissance économique en RDC.

1.3.2. Choix du système de variables et représentation de leur persistance

L'utilisation du modèle VAR structurel permet de passer des chocs d'un VAR canonique aux chocs économiquement explicables. Selon une approche initiée par Blanchard et Quah (1989), l'identification est obtenue en imposant un ensemble de restrictions à l'effet à long terme de chacune des variables du système.

Le modèle empirique à estimer pour la RDC adopte une version modifiée du modèle de St Louis (modèle Anderson et Jordan (1968)) pour tester l'efficacité de la politique monétaire et de la politique budgétaire sur croissance, en utilisant une approche de Cointégration suivie d'un test de causalité à la Granger ainsi qu'une modélisation VAR portant sur le test de réponses impulsionnelles et la décomposition de la variance.

Les données annuelles relatives à notre analyse, couvrent la période 1967-2020, avec le nombre d'observations $n=53$, et sont extraites des sources de la Banque Centrale du Congo ainsi que de la Banque Mondiale.

Les variables et agrégats utilisés sont :

- la variable à expliquer qui est le produit intérieur brut PIB exprimé en valeurs réelles.
- Les variables explicatives qui sont : les dépenses budgétaires totales réelles RDEP et les recettes budgétaires totales réelles RREC en ce qui concerne la politique budgétaire, tandis que la politique monétaire est exprimée par l'agrégat monétaire M2 ainsi que le canal du taux de change réel du dinar par rapport au dollar RTC.

Les données des variables mentionnées ci-dessus sont converties sous forme de logarithme naturel lors de la mise dans le modèle SVAR.

2. Analyse des données et interprétation des résultats de la recherche

2.1. Analyse de la stationnarité des variables

Avant tout traitement économétrique, il convient de s'assurer de la stationnarité des variables afin d'éviter les problèmes de régressions fallacieuses. A cette fin, nous allons appliquer Dans notre étude les tests de Dickey Fuller augmenté (ADF, 1981) et Phillips-Perron (PP, 1988) sur les mêmes séries en logarithme.

Le test d'ADF :

Le test de racine unitaire, nous aide à déterminer le degré de stationnarité (ordre d'intégration) des variables et à tester la significativité du coefficient Y_{t-1} des trois modèles suivants:

$$Y_t = (RPIB_t, RDEP_t, RREC_t, RM2_t, RTC_t).$$

Les hypothèses du test de Dickey Fuller Augmenté sont :

$$H_0 : \rho = (\Phi - 1) (1 - \theta_1 - \dots - \theta_{p-1}) = 0 \iff \Phi = 1 \text{ (Racine Unitaire (non stationnaire))}$$

$$H_1 : \rho < 1 \text{ ((non Racine Unitaire (stationnaire))}$$

ADF: Test de Dickey Fuller Augmenté

CV : Critical Value (Valeur Critique)

- Si la valeur de ADF est inférieure à la valeur critique CV, alors on accepte l'hypothèse H_1 : la série X est stationnaire.
- Si la valeur de ADF est supérieure ou égale à la valeur de CV, alors on accepte l'hypothèse H_0 : la série X est non stationnaire.

Le test de PP

Le test de Phillips et Perron est construit sur une correction non paramétrique des statistiques de DF pour prendre en compte des erreurs hétéroscédastiques selon quatre étapes :¹

¹ Régis Bourbonnais, opcit, p 234.

1) Estimation par les moindres carrés ordinaires des trois modèles de base des test DF et calcul des statistiques associés.

2) Estimation de la variance dite de court terme :

$$\hat{\sigma}^2 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n e_i^2$$

3) Estimation d'un facteur correctif s_t^2 (variance de long terme) établi à partir de la structure des covariances des résidus des modèles précédemment estimés de telle sorte que les transformations réalisées conduisent à des distributions identiques à celles de DF ainsi :

$$s_t^2 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n e_i^2 + 2 \sum_{i=1}^l \left(1 - \frac{i}{l+1}\right) \frac{1}{n} \sum_{i=i+1}^n e_i e_{i-i}.$$

4) Calcul de la statistique de PP :

$$t_{\hat{\phi}_1}^* = \sqrt{k} \times \frac{(\hat{\phi}_1 - 1)}{\hat{\sigma}_{\hat{\phi}_1}} + \frac{n(k-1)\hat{\sigma}_{\hat{\phi}_1}}{\sqrt{k}}$$

Voici les tests d'ADF effectués sur les variables du modèle au seuil de 5% ainsi que ceux de PP représentés dans le tableau suivant : (voir annexe)

Tableau N°1 : Résultats des tests de stationnarité

	ADF		PP	
	iveau	1 ^{ère} différence	Niveau	1 différence
RPIB		-5.868459 [0.0000]	1.084609 [0.9967]	-6.068805 [0.0000]
RDEP	[.9979]	-5.084064 [0.0001]	2.155219 [0.9999]	-4.903333 [0.0003]
RREC	-. [.1821]	-7.721652 [0.0000]	-2.282665 [0.1821]	-8.420882 [0.0000]
RM2	-. [.9195]	-5.044702 [0.0002]	-0.494095 [0.8823]	-5.044702 [0.0002]
RTC	-. [.5178]	-5.968418 [0.0000]	-1.735483 [0.4065]	-5.984279 [0.0000]

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

L'analyse de la stationnarité des variables, en utilisant le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et de Phillips-Perron (PP), a montré que toutes les variables sont intégrées d'ordre 1 (ou I(1)), ce qui implique que l'hypothèse H0 est rejetée.

En effet, la valeur estimée de la statistique ADF est inférieure à la valeur critique au seuil de 5 % ou encore la valeur de Prob (0,0000) est inférieure à 5 %.

D'un autre côté, toutes les variables ont le même ordre d'intégration, ce qui justifie l'utilisation du test de cointégration. L'analyse de l'ordre d'intégration des variables justifie la présence d'une relation de long terme qui relate une tendance stochastique commune. Celle-ci sera testée par l'approche de Johansen.

2.2.L'approche de Cointégration de Johansen

En 1991 et 1995, Johansen a proposé une approche multivariée fondée sur la méthode du maximum de vraisemblance. Elle sert à vérifier la cointégration des séries par un test de rang de cointégration. Le test d'hypothèse est le suivant :

H0 : Non cointégration (rang de cointégration vaut Zéro)

H1 : Cointégration (rang de cointégration supérieur ou égale à 1)

LR : likelihood Ratio (Rapport de vraisemblance)

CV : Critical Value (valeur critique)

L'Hypothèse de cointégration est acceptée si LR est supérieur à CV. Elle est rejetée dans le cas contraire.

Tableau N°2: Résultats des tests de Cointégration.

Hypothesis ed No. of CE(s)	Eigen value	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.514948	76.86450	69.81889	0.0123
At most 1 *	0.432160	47.92449	47.85613	0.0493
At most 2	0.301762	25.28784	29.79707	0.1514
At most 3	0.230977	10.92004	15.49471	0.2164
At most 4	0.010313	0.414655	3.841466	0.5196
Trace test indicates 2 cointegrating eqn (s) at the 0.05 level * denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level **MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values				

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

Les résultats du test de la trace nous montrent que les variables RPIB, RREC, RDEP, RM2 et RTC sont cointégrées au seuil de 5%. L'hypothèse nulle d'absence de cointégration est rejetée du fait que le test de la trace indique deux (2) équations de cointégration pour la RDC, ce qui peut être interprété par l'existence d'une relation de long terme entre quelques variables de l'étude.

2.3. La causalité de Granger

Granger a introduit le concept de non causalité en 1969 dans le but de rendre optimale la prévision réalisée au niveau des variables. Les hypothèses du test de causalité se présentent ainsi :

- PROB est la probabilité critique (probabilité d'acceptation).
- L'hypothèse nulle (non causalité) est acceptée dès que (PROB) est supérieure à 5 %.

Tableau N°3 : Résultats du test de causalité de Granger.

Null Hypothesis:	F-Statistic	Prob.	Résultat
RDEP does not Granger Cause RPIB	0.40095	0.6726	Does not cause cause
RPIB does not Granger Cause RDEP	3.90944	0.0291	
RREC does not Granger Cause RPIB RPIB	0.33730	0.7159	Does not cause cause
does not Granger Cause RREC	4.22820	0.0224	
RTC does not Granger Cause RPIB	1.48947	0.2391	Does not cause cause
RPIB does not Granger Cause RTC	5.33959	0.0093	
RM2 does not Granger Cause RPIB RPIB	2.43781	0.1016	Does not cause Does not cause
does not Granger Cause RM2	2.22611	0.1226	
RREC does not Granger Cause RDEP RDEP	1.97335	0.1537	Does not cause Does not cause
does not Granger Cause RREC	1.35730	0.2702	
RTC does not Granger Cause RDEP	1.07228	0.3529	Does not cause Does not cause
RDEP does not Granger Cause RTC	0.13321	0.8757	
RM2 does not Granger Cause RDEP RDEP	0.64597	0.5301	Does not cause Does not cause
does not Granger Cause RM2	0.60406	0.5520	
RTC does not Granger Cause RREC RREC	1.47349	0.2426	Does not cause Does not cause
does not Granger Cause RTC	1.64608	0.2070	
RM2 does not Granger Cause RREC RREC	2.62386	0.0863	Does not cause cause
does not Granger Cause RM2	3.53441	0.0397	
RM2 does not Granger Cause RTC RTC does not Granger Cause RM2	1.65183	0.2059	Does not cause Does not cause
	1.23733	0.3022	

Source : Réalisé par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS.

Nous constatons qu'au seuil de 5%, le test de causalité de Granger laisse présager des liens de causalité comme suit :

- Une causalité unidirectionnelle de La croissance vers les dépenses totales selon la causalité de Granger.
- Une causalité unidirectionnelle de La croissance vers les recettes totales.
- La croissance cause le taux de change selon la causalité de Granger.
- Les recettes totales causent la masse monétaire selon la causalité de Granger, révélant que la politique monétaire demeure faiblement endogène du fait que les réserves officielles de change, issues des exportations des matières premières, qui forment les avoirs extérieurs nets constituent la majeure partie de la masse monétaire en RDC.

2.4.Les fonctions de réponses impulsionnelles :

Grace à l'estimation d'un modèle SVAR, l'analyse impulsionnelle nous permet d'expliquer les influences des chocs d'une des variables sur les autres variables du modèle. Par conséquent, les

fonctions de réponses demeurent l'un des instruments le mieux indiqué pour expliquer les sources d'impulsion.

Après avoir estimé le nombre de décalage optimal qui est égal à 1, correspondant à la valeur la plus faible des critères, (en annexe), nous allons retracer les réponses aux chocs sur les résidus des variables étudiées et cela sur dix périodes considérées comme le délai nécessaire pour que ces dernières retrouvent leurs niveaux de long terme.

❖ *Choc sur les recettes totales :*

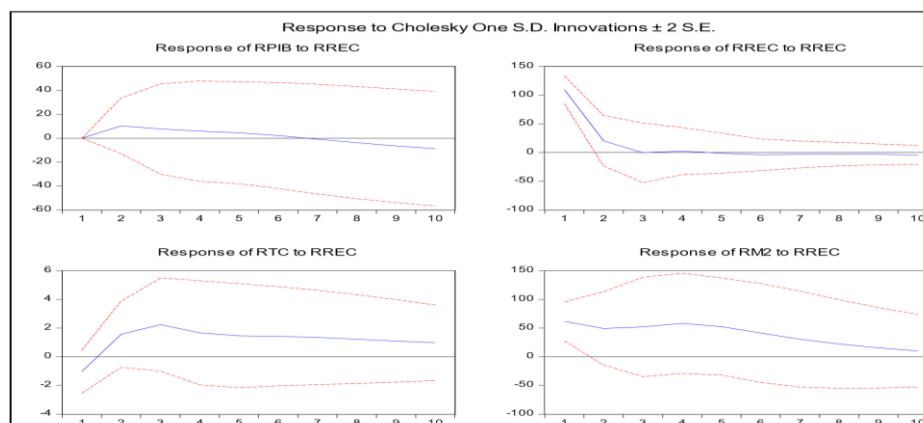
La Figure n° 1 retrace la simulation de l'impact d'un choc sur les recettes totales et ses répercussions sur les autres variables sur un intervalle de 10 périodes comme suit :

un choc positif de recettes totales de 1% génère un effet positif sur la croissance économique atteignant un maximum de 0.02% pendant la 1^{ème} année qui suit le choc pour ensuite descendre dans le moyen et long terme à un minimum de -0.18% , ce résultat corrobore relativement avec l'étude de Chibi, Benbouziane et Chakouri (2010).

Ce même choc exerce sur la masse monétaire des effets alternés reflétant des phases de baisse sensible durant la première période, puis de hausse vers la 3^{ème} période pour ensuite se stabiliser à la fin.

Concernant le taux de change, il répond positivement au choc des recettes atteignant un maximum de 0.11% durant la 3^{ème} période avant de revenir vers son équilibre. Ce résultat corrobore avec l'étude de Mona Kamal (2010).

Figure N° 1 : Réaction des variables au choc des recettes totales.



Source : Sorties du logiciel EViews.

❖ *Choc sur les dépenses totales :*

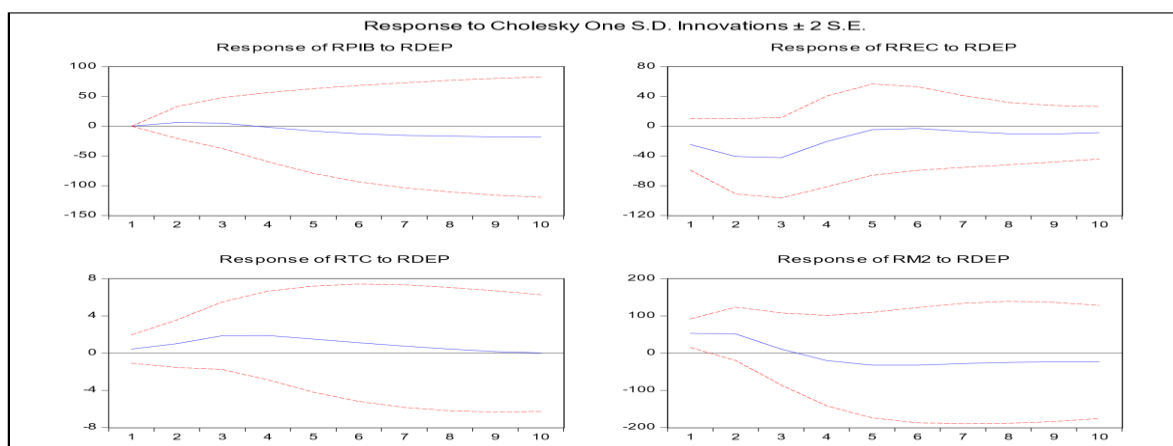
La figure n° 2 retrace la simulation de l'impact d'un choc sur les dépenses totales et ses répercussions sur les autres variables sur un intervalle de 10 périodes comme suit :

un choc positif de dépenses totales de 1% génère un effet positif sensible sur la croissance économique sur le court terme atteignant un maximum de 0.012% pendant la 2^{ème} année qui suit le choc pour ensuite descendre dans le moyen et long terme à un minimum de -0.04% durant la 4^{ème} année , puis atteindre -0.036 % en fin de période, ce résultat corrobore avec l'étude de Chibi, Benbouziane et Chakouri (2010) ainsi que celle d' Antonio, Ricardo (2009).

Ce même choc exerce un effet négatif sur les recettes, atteignant son maximum pendant la deuxième période, mais positif sur le taux de change (dépréciation de la monnaie nationale puisque le taux de change est à l'incertain) jusqu'à la 3^{ème} période pour ensuite se stabiliser. Ce résultat corrobore avec l'étude de Roel, Massimo (2011).

Concernant la masse monétaire elle répond négativement au choc des dépenses d'une façon graduelle puis tend à revenir vers son équilibre.

Figure N° 2 : Réaction des variables au choc des dépenses.



Source : Sorties du logiciel EViews.

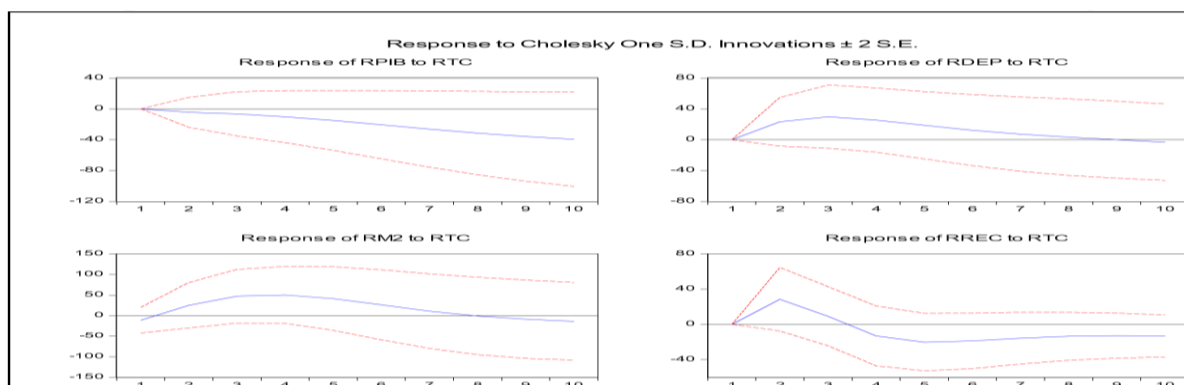
❖ *Choc sur le taux de change :*

La Figure 3 retrace la simulation de l'impact d'un choc de taux de change et ses répercussions sur les autres variables sur un intervalle de 10 périodes comme suit :

Un choc positif du taux de change de 1% (dépréciation de la monnaie nationale puisque le taux de change est à l'incertain) génère un effet négatif sur la croissance économique tout au long de l'intervalle. Ce résultat s'oppose à la théorie qui stipule que la dépréciation de la monnaie nationale favorise la croissance par l'amélioration de la compétitivité du commerce extérieur à travers les exportations et par conséquent la production nationale. Néanmoins ce résultat peut être expliqué par la fragilité du tissu industriel Congolaise et la dépendance massive de son économie au secteur des mines dont les cours sont fixés en dollar dans les marchés mondiaux et ne dépendent guère de la valeur de la monnaie nationale.

Ce même choc exerce un effet positif sur les dépenses, atteignant son maximum 0.075 % pendant la troisième période, pour ensuite se stabiliser. Concernant la masse monétaire et les recettes elles répondent par des effets alternés reflétant des phases de hausse durant les premières périodes, puis de baisse pour ensuite se stabiliser en fin d'intervalle.

Figure N°3. Réaction des variables au choc du taux de change



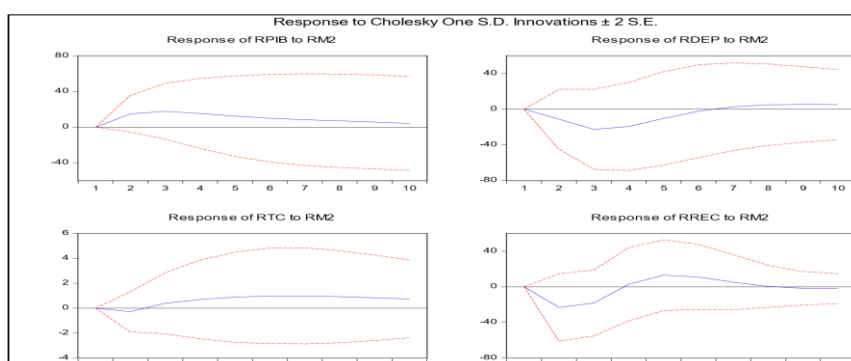
Source : Sorties du logiciel EVIEWS

❖ *Choc sur la masse monétaire :*

La figure n° 4 retrace la simulation de l'impact d'un choc de la masse monétaire et ses répercussions sur les autres variables sur un intervalle de 10 périodes comme suit :

Un choc positif de la masse monétaire de 1% génère un effet positif minime sur la croissance économique sur le court terme atteignant un maximum de 0.045% pendant la 2^{ème} année puis tend à revenir vers son équilibre .Ce type de résultat est inattendu dans un pays en développement comme la RDC, où le caractère rudimentaire du système financier pousse à réduire les effets de la politique monétaire par rapport à ceux de la politique budgétaire (alors que les résultats montrent que l'efficacité relative de RM2 est supérieure à celle de RDEP :0.045> 0.012), néanmoins, ceci peut être expliqué par une monétisation de la dette publique et du déficit budgétaire. Ce résultat corrobore avec l'étude de Dali, Smida (2013) et Bynoe (1994). Ce même choc exerce sur les recettes ainsi que le taux de change des effets alternés reflétant des phases de baisse sensible durant les premières périodes, puis de hausse pour ensuite se stabiliser en fin d'intervalle.

Figure N° 4 : Réaction des variables au choc de la masse monétaire.



Source : Sorties du logiciel EVIEWS

2.5.La décomposition de la variance :

Ce test a pour objectif de calculer pour chacune des innovations sa contribution à la variance de l'erreur.

Tableau N° 4: Résultats de la décomposition de la variance.

Percentage of the forecast error of:	Explained by chocks in :					
	TERME	RPIB	RDEP	RREC	RTC	RM2
RPIB	COURT	90.92528	4.390642	4.052823	10.08663	10.18228
	MOYEN	52.54213	5.415326	16.10488	7.062541	16.91980
	LONG	17.67783	3.758492	8.938921	2.255286	9.954566
RDEP	COURT	5.628768	94.53381	13.47797	15.00725	17.28387
	MOYEN	22.88624	75.46379	14.03729	55.48287	16.91776
	LONG	59.26256	75.54433	45.69938	69.11263	39.70595
RREC	COURT	3.638435	2.831477	69.72131	4.413308	21.34905
	MOYEN	9.371112	9.608977	50.86928	9.573612	13.09671
	LONG	15.62322	10.70351	31.24411	11.36973	15.54476
RTC	COURT	3.161451	1.771370	1.173668	69.28285	4.477518
	MOYEN	2.681041	6.476628	1.297007	21.77814	12.79930
	LONG	3.830339	7.570995	3.295107	11.56970	9.255451
RM2	COURT	1.131623	3.167182	11.57423	1.209962	48.81901
	MOYEN	2.411088	2.600560	10.03751	0.819923	23.42160
	LONG	4.253560	2.147478	8.552511	2.007202	5.680087

Source : Sorties du logiciel EVIEWS.

Les résultats ci-dessus montrent que la variance de l'erreur de prévision de toutes les variables est due le plus à ses propres innovations dans le court et moyen terme.

Concernant les recettes et les dépenses publiques, elles ne sont responsables que de 4% de la variance du produit intérieur brut, ce qui est conforme au résultat obtenu par les fonctions de réponses démontrant la faiblesse du multiplicateur de la politique budgétaire et son efficacité relative sur la croissance économique.

Les résultats de la décomposition de la variance montrent que l'agrégat de la masse monétaire et la composante du taux de change ne sont responsables que de 10% de la variance du produit intérieur brut, expliquant ainsi la modeste efficacité de la politique monétaire sur la croissance économique malgré l'excès de liquidité existante.

Dans la même optique des fonctions de réponses, la décomposition de la variance montrent que l'efficacité relative de la politique monétaire est supérieure à celle de la politique budgétaire, ce qui peut être expliqué par la monétisation des déficits budgétaires pratiquée par le gouvernement.

Par conséquent, les politiques monétaires et budgétaires appliquées en RDC n'ont pas d'effet concret sur la croissance économique durant la période de 1974 à 2001:

- La politique budgétaire expansionniste à caractère keynésien appliquée par le gouvernement a échoué dans sa démarche par le non augmentation de la production nationale, faute au système productif limité et au tissu industriel embryonnaire, du coup, les fonds colossaux destinés à promouvoir la croissance économique à travers la création de richesse et de valeur ajoutées ont été détournés seulement vers la promotion d'infrastructures et l'importation de biens étrangers.
- Tandis que la politique monétaire, mis à part sa contribution au financement du déficit budgétaire, elle focalise plutôt sur le seul objectif d'inflation à travers l'augmentation du taux de réserves obligatoires et l'instauration de nouveaux instruments tel la reprise de liquidité à six mois à un taux de rémunération de 1.50% dès janvier 2011 entre autres.

A l'amorce de la période de 2002 à fin décembre 2019, et toutes choses restant égales par ailleurs, la situation économique de la R.D.C est caractérisée par l'orthodoxie de la politique économique et des performances imputables aux effets des réformes engagées qui ont permis d'importants investissements dans les secteurs minier et autres qui porte la croissance. Cette période constitue un tournant décisif pour l'économie congolaise, avec l'amélioration des taux de croissance économique, atteignant un pic de 9,5% en 2014, associée à une baisse sensible des volatilités des prix intérieurs et une relative amélioration de l'environnement des affaires. Ladite croissance s'est ralentie à près de 2,5% du PIB en 2016, suite à la baisse sensible des cours des matières premières occasionnant ainsi la réduction des revenus des entreprises minières. Entre 2017 et 2019, ce taux de croissance est passé respectivement à 3,7% ; 5,8% et 4,6% occasionné par l'augmentation sur le marché international des cours de certaines matières dont le cobalt. Pendant la même période, l'inflation a été maintenue suite à une politique

monétaire voire budgétaire orthodoxe. En effet en l'absence des chocs extérieurs importants, le cadre macroéconomique est demeuré stable. L'évolution du taux d'inflation se présente comme suit : 15,8% ; 4,4% ; 21,3% ; 18,2% ; 27,6% ; 53,4% ; 9,8% ; 2,7% ; 1,1% ; 0,5% ; 0,8% ; 26% ; 53% ; 7,2% et 4,4%.

Conclusion

Cet article avait pour objectif de s'intéresser aux politiques monétaire et budgétaire en RDC durant ces dernières décennies, à travers un aperçu historique de la politique budgétaire et de la politique monétaire grâce à des données statistiques recueillies auprès de la Banque Centrale du Congo et à la Banque Mondiale.

Pour l'étude empirique, nous nous sommes basé sur une étude économétrique pour l'économie Congolaise en utilisant une approche de Cointégration suivie d'un test de causalité à la Granger ainsi qu'une modélisation SVAR portant sur le test de réponses impulsionnelles, la décomposition de la variance et de restriction, pour la période 1967-2020 en utilisant le logiciel EVIEWS 8, dans le but d'évaluer l'efficacité de ces deux politiques en terme de croissance, puisque cette variable a toujours reçu le plus d'attention par le gouvernement et les politiques, notamment à travers l'application de plusieurs plans de relance économiques.

L'étude économétrique effectuée à la fin de cet article a démontré grâce aux fonctions de réponses et la décomposition de la variance l'efficacité relative aux politiques monétaire et budgétaire sur la croissance économique en RDC de 1967 à 2020 expliquée d'un côté par un échec de La politique budgétaire expansionniste à caractère keynésien appliquée par le gouvernement faute au système productif limité et au tissu industriel embryonnaire, et de l'autre, par la focalisation de la politique monétaire sur le seul objectif d'inflation au détriment de la croissance économique, à travers l'augmentation du taux de réserves obligatoires et l'instauration de nouveaux instruments.

La période de 1960 à 1973 était caractérisée par une croissance économique plus ou moins lente (l'on remarque surtout un creux en 1961 dû aux désordres politiques qui ont suivi l'indépendance du pays) ; celle de 1974 à 1982 par une baisse de l'activité due à la zaïrianisation, à la crise pétrolière, etc. ; celle de 1983 à 1988 était caractérisée par un rebondissement de l'activité économique, dû notamment à des politiques d'ajustement structurel et de stabilisation du Fonds Monétaire International (FMI) ; celle de 1989 à 2001 par une baisse très prononcée de l'activité économique, du fait de la suspension du programme d'ajustement en 1988, des deux vagues de pillages (1991 et 1993), d'une longue et chaotique transition politique (1990-1997) ainsi que du fait des deux guerres civiles (1996 et 1998). Et

enfin, la période de 2002 à 2016 est celle où le pays a renoué avec la croissance de l'activité économique ; cela, grâce aux efforts du gouvernement via la coordination des politiques macro-économiques : une politique monétaire restrictive et une politique budgétaire rigoureuse.

Au regard des évolutions de la masse monétaire et du taux directeur, la politique monétaire est restée expansionniste durant plusieurs décennies (avec une forte expansion monétaire durant la période 1990-2001), contrairement à la période 2002-2009 caractérisée par une politique monétaire restrictive.

La politique monétaire expansionniste (justifié par l'accroissement des crédits nets à l'Etat) s'est soldée par des tensions inflationnistes : l'on a assisté à une hyperinflation durant la période 1990-2001 (soit 1971,56%). Quant à la politique monétaire restrictive (baisse des crédits nets à l'Etat), elle a permis de ralentir ou baisser l'inflation durant la période 2002-2020.

Selon la théorie keynésienne (depuis Keynes jusqu'à la nouvelle macroéconomie keynésienne), toutes choses restant égales par ailleurs, l'expansion monétaire (l'accroissement de la masse monétaire, la baisse du taux directeur, etc.) influe positivement sur l'activité économique à court terme ou dans une situation de sous-emploi des facteurs de production (la baisse du coût du capital stimule les investissements, ce qui favorise la croissance), contrairement à la politique monétaire restrictive qui contribue à la contraction de l'activité économique. Ce paradoxe entre le cas de la RDC et la théorie économique, concernant les effets de la politique monétaire, se justifie par le financement monétaire des déficits budgétaires (avec la planche à billets) sans contrepartie ; l'autorité monétaire a eu recours à la planche à billet, non pas pour financer l'économie, mais pour financer les dépenses de souveraineté de l'Etat. Il s'observe après une brève diagnostique liée à la qualité de la croissance économique en RDC, nous constatons que les politiques conjoncturelles adoptées en RDC n'ont pas contribué à améliorer le niveau de vie des congolais, au regard de l'évolution du PIB par tête qui est resté baissier durant toutes les périodes sous-examen.

Au sujet des caractéristiques de la politique économique menée en RDC, de 1967 à 2019, Ngoy Kasongo E. (2019) note ce qui suit : « la politique économique conduite en RDC est apparue essentiellement conjoncturelle, caractéristique des économies en développement et héritée de la structure économique coloniale, tournée exclusivement vers le secteur d'exportation des produits primaires sans une valeur ajoutée significative, qu'elle entretient soigneusement. C'est de ce secteur que le pays tire en gros sa croissance économique depuis des années. Si le secteur tertiaire a connu un bon depuis quelques années grâce aux sociétés liées aux NTIC (Nouvelles

Technologies de l'Informations et de la Communication), le secteur secondaire a du mal à renaitre d'un passé industriel éloquent ».

Afin de remédier à ces faits, nous proposons les recommandations suivantes :

- Avoir une bonne absorption de la rente minière, en veillant à une meilleure allocation des ressources vers les secteurs productifs susceptibles d'assurer une viabilité macroéconomique et une productivité globale, seul gage de stimulation durable de la croissance économique à plus long terme ;
- Redonner de l'importance à la fiscalité ordinaire qui ne doit pas reposer sur les seules ressources de la fiscalité pétrolière en combattant l'évasion fiscale ;
- Créer plus d'interaction entre politique monétaire et budgétaire dans une optique de croissance économique afin d'éviter les effets d'évictions à travers la hausse des taux d'intérêts qui risquent de contrecarrer les effets de la politique budgétaire ;
- Promouvoir d'autres secteurs tel le tourisme, l'agriculture et la pêche ;
- Adopter une stratégie de change dans le sens d'une pondération plus forte accordée à l'euro pour tenir compte de la structure de la dette et de la compétitivité des produits hors hydrocarbures sur le marché européen principal fournisseur du marché algérien ;
- De diversifier d'avantage son portefeuille et sa structure de production pour plus de transformation sur place dans le secteur secondaire et tertiaire et mettre en place des politiques structurelles et des réformes appropriées pour pouvoir accroître la mobilisation des recettes publiques notamment fiscales et domaniale de tous les secteurs de la vie nationale du pays et lutter contre la corruption qui influence négativement la croissance économique, afin d'avoir les moyens adéquats de sa politique économique.

Enfin, nous espérons que cette modeste contribution pourra servir de base à de prochains travaux d'analyse sur la nature de la politique économique conjoncturelle en RDC et ouvrir, par la même, la voie à d'autres politiques économiques de nature structurelle à la recherche d'un développement économiquement viable, et socialement plus ou moins équitable.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Campbell, L. & Simon Wren, L. (2000). Interactions between Monetary and Fiscal Policy Rules » *Economic Journal*, vol. 110, issue 462, C93-108.

Dixit, A. & Luisa, L. (2003). Interactions of Commitment and Discretion in Monetary and Fiscal Policies." *American Economic Review*, 93 (5): 1522-1542.

- Kirsanov, T. (2005).** The Interactions between Fiscal Policy and Monetary Policy, Oxford Review of Economic Policy 21(4):532-564.
- Kuttner, K. (2002).** The monetary transmission mechanism: some answers and further questions » Economic Policy Review, vol. 8, issue May, 15-26.
- Solomane K. (2000).** l'impact des politiques monétaires et budgétaires sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA , revue d'Etudes Et Recherches N°509.
- Cheikh tidiane N. (2012).** Analyse de l'efficacité relative des politiques monétaires et budgétaires au Sénégal, 8-9.
- Hounaida, D & Mounir, S. (2013).** Interaction entre politique monétaire et politique budgétaire : cas de la Grèce, MPRA Paper.
- Abderrahim, C, Mohamed B & Mohamed, C. (2010).** The macroeconomic effects of fiscal policy shocks in Algeria, an empirical study, economic research forum.
- Amira, D, Samir B & Mohamed, B. (2014).** Fiscal policy shocks and real exchange rate dynamics: An empirical investigation in the case of Algeria, International journal of trade and commerce, vol 3 N°1.
- Erkel, H. & Melitz, J. (1995).** New Empirical Evidence on the Costs of European Monetary Union, CREST Working Paper No 9516, March, 1995, P.25, and CEPR Discussion Paper N°1169, May, 25-26.
- Carlo, a. favero & Tommaso, M. (2003).** Monetary-Fiscal Mix and Inflation Performance: Evidence from the U.S," Working Papers 234, IGIER (Innocenzo Gasparini Institute for Economic Research), Bocconi University.
- Andrew, H, Hallett, D & Weymark. (2005).** Independence Before Conservatism: Transparency, Politics and Central Bank Design ». February, 13-14.
- Kirsanova, T. (2004).** Monetary and Fiscal Policy Interaction: The Current Consensus Assignment in the Light of Recent Developments", The Economic Journal 119(541):482 - 496
- Reade, J & Stehn. (2008).** Modelling the Interactions of Monetary and Fiscal Policies in the US", mimeo.
- Matteo, F & Kirsanova, T. (2010).** Strategic monetary and fiscal policy interactions: An empirical investigation European Economic Review, vol. 54, issue 7, 855-879.
- Sims, C. (1980).** Comparison of Interwar and Postwar Business cycles: monetarism reconsidered, vol. 70, n° 2, pages 250-259.
- Blanchard, O. & Quah, D. (1989).** The dynamic effects of aggregate demand and supply disturbances. American Economic Review, pages 655-673.